

Pour une grammatologie comme science positive

Entretien avec Maurizio Ferraris, professeur de philosophie théorétique à l'Université de Turin

Entretien avec Maurizio Ferraris, professeur de philosophie théorétique à l'Université de Turin



Maurizio Ferraris (Turin, 1956) est professeur de philosophie théorétique depuis 1995 à l'Université de Turin, où il dirige depuis 1999 le laboratoire d'ontologie théorique et appliquée, LabOnt. Après une thèse dirigée par Gianni Vattimo en 1979 à Turin, et un DEA de philosophie obtenu à l'Ehess (École des hautes études en sciences sociales) à Paris en 1984, il a travaillé avec Jacques Derrida et Hans-Georg Gadamer pour ensuite enseigner dans plusieurs universités internationales. Il a été directeur de programme au Collège international de philosophie du 1998 à 2004. Il dirige La Rivista di Estetica et collabore activement avec les quotidiens La Repubblica et Il Sole 24 Ore. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages, traduits dans de multiples langues. Parmi ses travaux publiés en français, on peut citer **Goodbye Kant ! Ce qu'il reste aujourd'hui de la Critique de la raison pure** (L'Éclat, 2009) et **T'es où. Ontologie du téléphone mobile** (Albin Michel, 2006). Il a également publié un dialogue avec Jacques Derrida, **A Taste for the Secret** (Polity Press, 2001).

Philosophe reconnu dans le champ de l'herméneutique, Maurizio Ferraris a récemment proposé une théorie qu'il a appelée « documentalité » (Documentalità. Perché è

necessario lasciare tracce. Laterza, 2009). Souvent reprise dans des domaines autres que la philosophie, la théorie de la documentalité est un essai de « grammatologie comme science positive », selon les termes de son auteur. En parlant de « société de l'enregistrement et du document », Ferraris approche, à partir d'un cadre philosophique classique, les enjeux du patrimoine et des archives à l'ère du numérique. Il est intéressant de voir comment son approche herméneutique traite les questions relatives aux bouleversements technologiques apportés par le numérique avec une influence sur le statut de la mémoire.

La théorie de la « documentalité » propose une vision de la réalité sociale fondée sur les documents. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ?

Maurizio Ferraris : Nous pouvons catégoriser les objets du monde de cette manière : les objets naturels et idéaux d'un côté, et des objets sociaux de l'autre. Les objets naturels existent dans l'espace temps indépendamment des sujets, alors que les objets sociaux existent parce qu'il y a des sujets qui connaissent leur existence. Une interview comme celle que nous sommes en train de faire existe en tant que telle parce que, dans la société, on appelle cet événement de cette manière. Mais, en plus, il y a des traces de cet événement. J'ai décrit ces objets selon la règle « Objet = acte inscrit ». C'est-à-dire qu'un objet social est le résultat d'un acte social, qui a lieu entre au moins deux personnes et il est enregistré quelque part, sur un support. Cette règle dérive bien évidemment de celle d'Austin ¹, mais la différence réside dans l'acte de l'enregistrement. Les actes chez Austin sont bien sûr performatifs mais l'intérêt d'un objet social, selon moi, est le fait qu'il y ait une traçabilité de l'objet même, une permanence de l'acte. De fait, l'objet n'existe pas s'il n'est pas enregistré. Un mariage entre deux malades d'Alzheimer n'existe pas sans la traçabilité de l'événement sur un support. Les objets sociaux dépendent des sujets, mais ils ne sont pas subjectifs. Les documents dans un sens fort seraient par conséquent des inscriptions d'actes, alors qu'un document au sens faible serait l'enregistrement de faits.

Ces éléments enregistrés constituent la réalité sociale. Contrairement à Searle ², selon lequel il y a une intentionnalité collective qui constitue une réalité sociale se déclinant par la suite dans les objets sociaux, je pense que les objets sociaux constituent la réalité sociale. Les enregistrements, les documents, sont les constituants de la réalité sociale. Le collectif consiste en gestes, comportements, inscriptions : choses qui ont à voir avec la notion de document.

Qu'est-ce qu'on entend par « société de l'enregistrement » ?

M. F. : On a dit souvent que la nôtre est une société de la communication, après l'invention de la radio, de la télévision. Je crois qu'en premier lieu, toute société est une société de

l'enregistrement et la nôtre rentre dans ce cadre. On peut avoir différentes formes d'enregistrement, des rituels de transmission orale, cela dit, chaque société a ses formes de sauvegarde et de transmission des savoirs. Nous avons besoin de traces pour pouvoir affirmer notre réalité sociale et c'est dans les enregistrements que ces traces trouvent leur concrétisation matérielle. Nous avons besoin d'une mémoire et de traces qui en constituent les conditions de possibilité. Derrida a dit que « rien n'existe hors du texte ». Soit rien n'existe hors de son inscription sur un support. De mon point de vue, nous pouvons reformuler ce slogan en « rien de « social » n'existe hors du texte » (un textualisme « faible »).

Quel est le rôle de l'interprétation dans la théorie des objets sociaux?

M. F. : L'une des erreurs de l'herméneutique radicale a été celle de considérer que l'interprétation a un rôle partout, dans l'expérience. C'est une dérivation de Kant où l'on trouve une superposition entre épistémologie et gnoséologie. Il y a pourtant une différence entre le fait que quelque chose soit et la possibilité de la connaître. Cette phrase de Kant est célèbre : « Les intuitions sans concept sont aveugles ». Il s'agit pourtant d'une théorie irrecevable qui impose la présence des schèmes conceptuels pour l'expérience. Je retiens que nous pouvons avoir un rapport avec des objets naturels sans besoin de schèmes conceptuels. Tomber des escaliers ne demande pas des schèmes conceptuels. J'ai donc une interaction avec un objet du monde sans pour autant ni l'interpréter ni recourir aux schèmes conceptuels pour interagir avec lui. Par contre, la phrase « les intuitions sans concepts sont aveugles » fonctionne parfaitement dans le cadre de la réalité sociale. Les concepts sont nécessaires dans le monde social et l'interprétation l'est également. Nous ne pouvons pas voir un match de baseball sans en connaître les règles. Nous ferions face à un aveuglement cognitif : le fait de tout voir sans comprendre. Il faut donc différencier, dans les approches herméneutiques, gnoséologie et épistémologie. Les deux plans, en premier lieu avec Kant, sont souvent superposés.

Aujourd'hui, nous faisons face à une surproduction de traces qui pourraient se noyer et se perdre dans la masse. Quel est l'avenir de notre mémoire aujourd'hui ?

M. F. : Oui, d'un côté nous laissons trop de traces. De l'autre, ces traces sont souvent éphémères. Aujourd'hui, nous sommes convaincus que l'on aura une grande quantité d'enregistrements et d'archives. Pourtant, le surplus d'enregistrement a des effets paradoxaux sur l'individu. Le fait que la plupart de nos actes soient automatiquement enregistrés nous décharge de la responsabilité de l'archivage. Si l'enregistrement est automatique, nous n'avons plus la préoccupation de l'enregistrement. Mon billet de train Turin-Paris se trouve matérialisé en plusieurs copies, sur l'iphone, par mail, sur le site Internet de Trenitalia. Le document étant automatiquement reproduit et sauvegardé sur plusieurs supports, je n'ai pas besoin de le sauvegarder moi-même. L'archivage du document, autrement dit, est délégué à d'autres

acteurs auxquels je peux normalement faire confiance, mais qui ne relèvent pas de ma responsabilité.

La conservation des archives devient prééminente avec le numérique. Les institutions publiques ont-elles un rôle important là-dedans ?

M. F. : L'une des raisons d'être des institutions a toujours été la liaison entre archive et pouvoir. D'ailleurs, on ne sait pas qui est arrivé avant, l'archive ou l'institution. Les États doivent pourtant tenir compte des coûts croissants dans la sauvegarde des traces mémorielles. Avec le numérique, le coût de production n'est pas important, mais le coût de stockage augmente avec le temps. La conservation active est très chère, et il manque aujourd'hui une vraie réflexion autant économique que philosophique sur ces coûts exponentiels. Toutefois, du point de vue collectif, on ne peut pas faire confiance aux établissements publics non plus, étant donné qu'il peut y avoir des coupes budgétaires, des changements de gouvernement qui impliquent des politiques différentes, etc. Le problème de la conservation des archives est aujourd'hui l'un des plus grands problèmes politiques, juridiques et économiques.

Comment voyez-vous le rapport entre mémoire collective et société de l'enregistrement, et quel est le rôle de l'intentionnalité ?

M. F. : Searle a donné une grande importance à l'intentionnalité, sans doute excessive. On peut vulgariser l'intentionnalité individuelle de cette façon : nous avons des pensées dans la tête qui se réfèrent au monde extérieur. Pourtant, ce n'est pas important de recourir à la présence d'une intentionnalité collective pour justifier l'existence d'une réalité sociale. C'est, à l'inverse, la réalité sociale qui est constituée par les enregistrements. Il est simplement utile de voir les documents comme producteurs de comportements et non l'inverse, non pas comme une intentionnalité collective qui se concrétise dans des documents. Il s'agit d'inverser la relation entre sciences de la lettre et sciences de l'esprit en fondant l'esprit sur la lettre. Aucune production de l'esprit ne pourrait subsister sans la lettre, l'enregistrement et le document ; l'esprit trouve sa condition de possibilité dans la lettre, dans les inscriptions qui nous constituent en tant qu'êtres sociaux.

Quelle a été l'influence de Jacques Derrida sur la théorie de la documentalité ?

M. F. : Derrida a construit des théories dé-constructives, en essayant de démonter et de déconstruire d'autres théories. Il était beaucoup plus intéressé à défaire des systèmes qu'à en construire. Le résultat de cette démarche est que, tout en pouvant intervenir dans plusieurs domaines disciplinaires, il n'a pas élaboré le centre de sa théorie. Autrement dit, ce qu'il n'a

pas essayé de faire, c'est de la grammatologie comme une science réellement positive. D'un point de vue plus humble et modeste, ce que la théorie de la documentalité essaie de faire, c'est justement de la grammatologie une science positive. Derrida, dans son dialogue avec la pensée d'Austin, montre par exemple comment l'écriture est fondamentale dans la production d'actes linguistiques, mais il ne semble pas intéressé à en tirer les conséquences. Il veut bien démontrer ce qui ne marche pas dans la pensée d'Austin, mais il n'est pas intéressé à concevoir l'acte linguistique comme conséquence de son discours. Or, l'acte inscrit est une conséquence de l'écriture comme fondation dans la production des actes linguistiques. Ce que j'ai essayé de faire avec la théorie de la documentalité est, justement, une ontologie du document.

Propos recueillis et traduits de l'italien par Matteo Trelani (printemps 2011)

Crédit photographique : RAI Educational, Enciclopedia multimediale delle scienze filosofiche, « Maurizio Ferraris », tous droits réservés.

Mise en ligne : juin 2012

1. John Langhshaw Austin, philosophe anglais, représentant majeur de la philosophie linguistique, auteur de recherches sur les actes de langages (cf. son ouvrage *Quand dire, c'est faire*, 1962).

2. John Rogers Searle, philosophe américain, qui s'est particulièrement intéressé à la philosophie du langage et de l'esprit.